



En avoir plus pour son argent.

L'incidence des prêts des SADC sur l'économie de l'Ontario

Aperçu

- L'objectif de la présente note de recherche est d'évaluer l'incidence du service de prêt du Programme de développement des collectivités sur l'économie de l'Ontario.
- De 2009 à 2014, 61 Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario ont accordé des prêts d'une valeur cumulative de 398 M\$ à de petites entreprises.
- L'incidence de tels prêts sur les dépenses d'investissement globales se trouve considérablement accrue par les fonds supplémentaires provenant de l'investissement de capitaux propres et d'emprunts auprès de tiers.
- Les résultats laissent supposer que les prêts que consentent les Sociétés d'aide au développement des collectivités ont un excellent rendement : chaque dollar prêté, rajusté en fonction de l'inflation, peut faire grimper le PIB réel de 4,50 \$.
- Le service de prêt du Programme a contribué à compenser les effets de la récession en favorisant la création d'environ 3 300 emplois en 2010 et en 2011.
- Ce programme continue de soutenir l'activité économique et l'emploi dans l'ensemble des collectivités rurales de l'Ontario.

Résumé

Les conséquences de la récession de 2008-2009 et de la crise financière ont montré à quel point l'accès au crédit est important pour la santé de l'économie mondiale. La présente note de recherche en fait la démonstration dans un contexte circonscrit à l'échelle locale, par l'examen de l'incidence économique qu'a eue le service de prêt du Programme de développement des collectivités sur l'économie de l'Ontario ces six dernières années. Nous constatons que ce programme visant à assouplir les conditions du crédit pour les petites et moyennes entreprises des collectivités rurales a un important pouvoir de stimulation économique.

Le Programme de développement des collectivités fournit une aide financière à 61 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) de l'Ontario qui, à leur tour, appuient des projets lancés par de petites entreprises dans les collectivités rurales de l'Ontario. Les SADC offrent des prêts et des services consultatifs afin d'encourager l'investissement, en plus de stimuler l'activité économique et l'emploi. Il est à noter que la valeur des prêts qu'elles consentent augmente sous l'effet de l'investissement de capitaux propres et d'emprunts auprès de tiers. En moyenne, chaque dollar prêté par les SADC se solde par l'obtention de 1,88 \$ en fonds de contrepartie. Au cours de chacune des six dernières années, environ 1 100 entreprises, en moyenne, ont reçu des prêts d'une valeur moyenne tout juste inférieure à 60 000 \$.

L'analyse des retombées économiques s'appuie sur le modèle économétrique du Conference Board adapté à l'économie de l'Ontario. À l'aide de ce modèle, nous avons rehaussé les dépenses d'investissement de certains montants annuels qui équivalent à la somme des fonds directs et des fonds de contrepartie obtenus grâce au service de prêt du Programme de développement des collectivités. Les résultats

Dans l'ensemble, le programme de prêt s'est traduit par l'ajout d'un peu plus de 22 600 années-personnes de travail de 2009 à 2014.

nous indiquent l'incidence des dépenses supplémentaires sur l'économie et nous permettent d'évaluer les retombées directes, indirectes et dérivées combinées sur un vaste éventail d'indicateurs économiques, y compris le PIB, l'emploi, les revenus et les recettes publiques.

D'après nos hypothèses, le service de prêt du Programme de développement des collectivités a donné lieu à des dépenses d'investissement réelles de 1,06 G\$ au total, au cours de la période de six ans allant de 2009 à 2014. Nous avons également supposé que les nouvelles dépenses d'investissement n'auraient pas eu lieu sans le service de prêt du Programme de développement des collectivités. Aussi, les résultats liés aux retombées économiques devraient être considérés comme l'effet maximal que pourrait avoir le Programme sur l'économie de l'Ontario.

Nous estimons que ces nouvelles dépenses d'investissement ont ajouté approximativement 1,69 G\$ au PIB réel. Ainsi, pour chaque dollar de contrepartie obtenu grâce au service de prêt du Programme de développement des collectivités pour financer des dépenses d'investissement réelles, le PIB réel grimpe de 1,60 \$. De plus, si l'on tient compte du fait que les prêts des SADC ne comptent que pour une faible portion des dépenses d'investissement engendrées au total, on peut avancer que pour chaque dollar prêté directement par une SADC, le PIB réel gagne 4,50 \$.

L'incidence du programme de prêt sur l'activité économique a atteint un pic en 2010 et en 2011, lorsque le gouvernement fédéral a mis en œuvre un plan de stimulation pour le Programme de développement des collectivités dans la foulée de la crise financière mondiale. L'un des principaux volets de ce plan introduit pour aider les entreprises ontariennes à surmonter leurs difficultés a consisté à faire passer temporairement la limite d'emprunt auprès des Sociétés d'aide au développement des collectivités de 150 000 \$ à 250 000 \$. Environ 3 300 emplois ont été créés en 2010 et en 2011, et, dans l'ensemble, le programme de prêt s'est traduit par l'ajout d'un peu plus de 22 600 années-personnes de travail de 2009 à 2014, pour la plupart dans le secteur des services.

L'élan à l'activité économique a eu pour effet d'accroître les revenus du travail, les dépenses de consommation et les profits des entreprises, tous d'importantes sources de recettes, tant au fédéral qu'au provincial.

Section 1 : Introduction

À la fin des années 1970, le gouvernement fédéral a commencé à mettre en œuvre des programmes visant à stimuler le développement économique des petites collectivités. Au fil des ans, ces programmes ont évolué et, en 1985, le Programme de développement des collectivités a vu le jour. Ce programme fournit une aide financière dans le but de favoriser la création de sociétés à l'échelon local – les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) – et d'aider ces dernières à soutenir le développement économique en milieu rural grâce à quatre principaux volets d'intervention : la collaboration avec des partenaires locaux pour promouvoir la planification communautaire stratégique et le développement socioéconomique; le soutien de projets communautaires et d'initiatives spéciales; la prestation de services aux petites et moyennes entreprises (PME); et l'accès des PME au capital¹.

Les SADC offrent des prêts et des services consultatifs afin d'encourager l'investissement et d'optimiser les débouchés dans les collectivités rurales partout au Canada. Pour ce faire, elles accordent des prêts remboursables aux petites entreprises, nouvelles ou existantes; elles assurent également la saine gestion de leurs fonds pour garantir l'expansion et la durabilité de leurs activités. En 2013-2014, l'Ontario comptait 61 SADC au service de quelque 3,5 millions d'habitants de grandes et petites collectivités à l'échelle de la province. La même année, ces sociétés ont consenti à plus de 1 000 entreprises des prêts d'une valeur de près de 64 M\$².

- 1 Réseau de développement des collectivités du Canada, *Rapport – CFNC/CBDC*, p. 2-5. En Ontario, l'exécution du Programme est assurée par l'Initiative fédérale de développement économique pour le nord de l'Ontario (FedNor) d'Industrie Canada, qui offre du financement à 24 Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) du nord de la province, et par l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario), qui soutient financièrement 37 SADC du sud de l'Ontario.
- 2 *Ibid.*, p. 19.

Au cours des six derniers exercices, des prêts de 396 M\$ ont été accordés par les SADC.

La présente analyse a pour objectif d'évaluer les retombées économiques potentielles en Ontario du service de prêt du Programme de développement des collectivités. Le Conference Board se sert de son modèle économétrique détaillé adapté à l'économie de l'Ontario pour quantifier les répercussions du service de prêt, durant la période allant de 2009 à 2014, sur un vaste éventail d'indicateurs économiques qui comprennent le PIB global et l'emploi, ainsi que certaines composantes des recettes publiques fédérales et provinciales. La section 2 présente des faits et des chiffres liés au service de prêt du Programme de développement des collectivités. La section 3 décrit les hypothèses et la méthode utilisées pour mener à bien l'analyse des retombées économiques, alors que les constatations sont rapportées à la section 4. Enfin, la conclusion figure à la section 5.

Section 2 : Le Programme de développement des collectivités de l'Ontario

L'Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario (ASADCO) a transmis au Conference Board des données historiques sur la valeur des prêts consentis par les SADC, ainsi que sur d'autres indicateurs³ (voir le tableau 1).

Il est important de noter que les effets de ces prêts sur les dépenses d'investissement globales sont multipliés si l'on tient compte de l'argent investi provenant de capitaux propres et d'emprunts auprès de tiers – renseignements aussi recueillis par l'ASADCO. Au cours des six derniers exercices, soit d'avril 2009 à mars 2015, des prêts de 396 M\$ ont ainsi été accordés, portant le total des nouveaux fonds affectés aux dépenses d'investissement à 1,142 G\$, dont un peu plus de 746 M\$ proviennent de l'investissement de capitaux propres et d'emprunts à des tiers. En moyenne, chaque dollar prêté grâce au Programme de développement des collectivités s'est soldé par l'obtention de 1,88 \$ en fonds de

3 Les données historiques proviennent des données sur les résultats des SADC de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario) et d'Industrie Canada (FedNor).

contrepartie. Au total, environ 1 100 entreprises, chaque année, ont reçu des prêts d'une valeur moyenne de 59 860 \$ par entreprise aidée. Le tableau 1 fait état du coût du Programme pour le gouvernement – les subventions et contributions fédérales ont diminué d'environ 6 % en 2012-2013 pour s'établir à 19,7 M\$ annuellement.

Tableau 1

Service de prêt du Programme de développement des collectivités – Données sommaires

(Ontario – toutes les régions; M\$; nombre d'entreprises; ratio)

	Total de la période	2009T2–10T1	2010T2–11T1	2011T2–12T1	2012T2–13T1	2013T2–14T1	2014T2–15T1
Valeur des prêts							
Valeur des déboursements (M\$)	396,0	78,0	68,6	49,7	61,9	63,9	73,8
Nombre d'entreprises aidées	6 615	1 333	1 075	948	1,105	1 078	1 076
Fonds de contrepartie obtenus	746,2	137,8	157,3	104,1	120,6	102,4	123,9
Ratio	1,88	1,77	2,29	2,09	1,95	1,60	1,68
Total des fonds générés (M\$)	1 142	216	226	154	183	166	198
Moyenne par prêt	59 860	58 523	63 841	52 470	56 026	59 283	68 563
Subventions et contributions fédérales (M\$)	121,7	20,9	20,9	20,9	19,7	19,7	19,7

Sources : Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario; FedDev Ontario; Industrie Canada (FedNor).

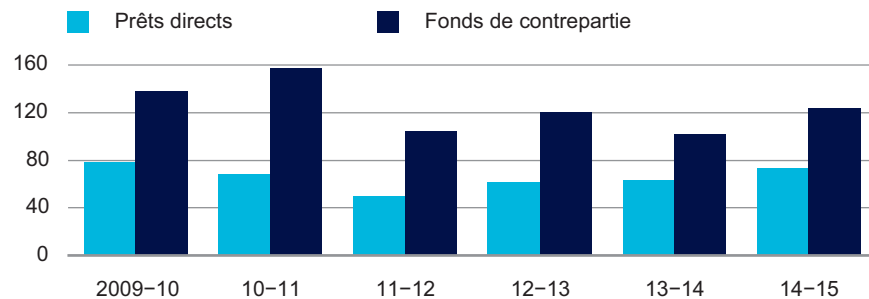
Le graphique 1 indique la valeur annuelle des prêts directs octroyés par les SADC, de même que la valeur des fonds de contrepartie obtenus d'avril 2009 à mars 2015. La valeur des prêts directs a considérablement augmenté en 2009 et en 2010, lorsque le gouvernement fédéral a haussé le niveau de capitalisation et le plafond de prêt à la disposition des SADC de l'Ontario. Cette mesure temporaire faisait partie des efforts du gouvernement fédéral pour contrer la récession et resserrer

les conditions du crédit. Le 31 août 2009, le plafond des prêts individuels est passé de 150 000 à 250 000 \$ dans le but d'augmenter l'accès au crédit pendant une période économique difficile. Après le 31 mars 2010, le niveau de capitalisation est redescendu à 150 000 \$. Toutefois, dernièrement, soit depuis la fin novembre 2012, les SADC ont la possibilité, dans des circonstances exceptionnelles, d'octroyer des prêts plus importants pouvant atteindre 250 000 \$⁴.

Graphique 1

Prêts directs et fonds de contrepartie

(M\$; exercices financiers, jusqu'à la fin mars 2015)



Source : Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario.

L'analyse des retombées économiques qui suit reposant sur l'année civile, les données historiques transmises par l'ASADCO ont été ajustées en conséquence. En outre, nous avons choisi de présenter en dollars constants de 2007 le profil des dépenses d'investissement, à l'origine en dollars courants, fourni par l'ASADCO. Cette conversion était requise dans la mesure où les dollars de 2007 constituent actuellement la base de tous les comptes du revenu national de Statistique Canada – et, forcément, celle des modèles économétriques du Conference Board.

4 Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario), séance d'information sur la transformation du Programme de développement des collectivités. Note de service d'Industrie Canada (FedNor) à l'intention des SADC où sont exposés en détail les paramètres de l'aide financière des SADC supérieure à la limite de prêt normale de 150 000 \$. Mai 2013.

Afin de stimuler l'économie au pire de la récession, les SADC de l'Ontario ont considérablement augmenté leurs déboursements en 2009 et en 2010.

Les dépenses d'investissement en dollars courants ont été scindées en deux catégories – d'une part, les bâtiments et les structures, et, d'autre part, le matériel et l'outillage – compte tenu de la tendance à distinguer plus globalement les investissements en fonction de ces catégories⁵. Plus précisément, nous supposons qu'environ 65 % des fonds générés ont servi à l'achat de matériel et d'outillage, tandis que les 35 % restants ont été investis dans la construction non résidentielle. Nous avons ensuite utilisé des déflateurs de prix appropriés pour convertir les estimations des dépenses d'investissement en dollars de 2007.

L'hypothèse établie au sujet de la part relative de l'investissement dans le matériel et l'outillage par rapport à celle de l'investissement dans les bâtiments et les structures peut avoir une incidence déterminante sur les résultats liés aux retombées économiques. Cela est dû au fait qu'une forte proportion du matériel et de l'outillage dans lesquels des fonds sont investis est importée, tandis que l'investissement dans les bâtiments et les structures provient généralement de sources locales et est exigeant en main-d'œuvre. Les résultats liés aux répercussions économiques sont atténués du fait qu'on suppose que les dépenses d'investissement des entreprises continueront de servir dans une proportion relativement importante à l'acquisition de matériel et d'outillage.

Le graphique 2 reflète les dépenses d'investissement totales, corrigées de l'inflation, depuis 2004, y compris les prêts directs des SADC et les fonds de contrepartie provenant de l'investissement de capitaux propres ou d'emprunts à des tiers. Afin de stimuler l'activité économique au pire de la récession, les SADC de l'Ontario ont considérablement augmenté la valeur de leurs déboursements en 2009 et en 2010. Cette mesure a contribué à une hausse cumulative de 32,8 % des dépenses d'investissement réelles liées au service de prêt du Programme de développement des collectivités de 2008 à 2010. Le rabaissement du niveau de capitalisation après mars 2010 a entraîné une diminution des

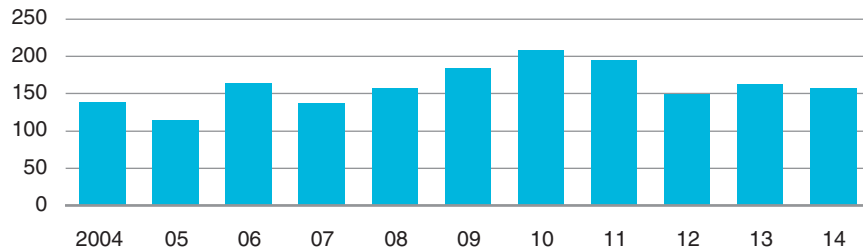
5 L'ASADCO a fourni des estimations de la répartition des prêts entre les secteurs d'activité. Le fractionnement 65/35 % est basé sur la moyenne pondérée des dépenses d'investissement des secteurs dans chacune de ces catégories, elle-même fondée sur les données passées de Statistique Canada.

prêts directs en 2011 et en 2012. Toutefois, ces derniers se sont accrus depuis et ont permis de maintenir l'investissement réel total lié aux SADC à un niveau relativement stable ces trois dernières années.

Graphique 2

Dépenses liées aux prêts des SADC et aux fonds de contrepartie obtenus

(M\$ de 2007)



Sources : Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario; Le Conference Board du Canada.

Nous partons de l'hypothèse que le Programme a généré des dépenses d'investissement qui ne se seraient pas produites sans lui. Cette hypothèse est au cœur de notre analyse des retombées économiques, qui traite l'ensemble des prêts directs et des fonds de contrepartie obtenus comme de nouveaux fonds affectés aux dépenses d'investissement. Mentionnons que nous avons procédé à des simulations à partir du modèle économétrique que le Conference Board a établi pour l'économie ontarienne, plus particulièrement en rehaussant les dépenses d'investissement de certains montants annuels qui équivalent à la somme des fonds directs et des fonds de contrepartie obtenus grâce au service de prêt du Programme de développement des collectivités.

Section 3: Principales hypothèses et méthode

Le principal objectif de la présente note de recherche est de quantifier l'incidence du Programme de développement des collectivités sur des indicateurs économiques clés en Ontario, comme le PIB, l'emploi, les revenus et les recettes publiques. Comme nous en avons fait mention plus tôt, l'une de nos hypothèses de base tient à ce que ce programme démultiplie les fonds prêtés en encourageant l'obtention de fonds de contrepartie pour financer de nouvelles dépenses d'investissement qui n'auraient pas lieu autrement. Ces dépenses ont été scindées en deux catégories, celles destinées aux structures et celles destinées au matériel et à l'outillage, compte tenu de la répartition moyenne passée des dépenses entre ces catégories. De plus, nous avons converti en dollars constants (c.-à-d. rajusté en fonction de l'inflation) les dépenses d'investissement pour mieux saisir leur incidence sur certains indicateurs économiques réels.

Le modèle économétrique qu'a établi le Conference Board pour l'économie ontarienne nous a permis de quantifier l'incidence des dépenses d'investissement réelles estimées pour la période de 2009 à 2014. Dans notre analyse, nous évaluons l'ensemble des retombées économiques directes, indirectes et dérivées. Précisons :

que les **retombées directes** mesurent la valeur ajoutée⁶ à l'économie par les dépenses d'investissement accrues des entreprises désireuses de bâtir des structures ou de fabriquer du matériel. Étant donné que la demande de matériel et d'outillage a une forte teneur en importations, les effets directs sur l'économie ontarienne en sont atténués. Quoi qu'il en soit, un accroissement de la demande stimulera l'activité intérieure dans le secteur des transports. D'autres retombées directes se manifesteront lorsque les nouvelles dépenses d'investissement seront mises à profit et que des emplois seront créés grâce aux nouvelles installations;

6 La valeur ajoutée, ou production nette, équivaut à la différence entre les recettes totales et la somme des dépenses consacrées aux pièces, aux matériaux et aux services dans le cadre du processus de production. En faisant le total de la valeur ajoutée dans tous les secteurs d'activité d'une région, on obtiendra le PIB de cette région.

L'établissement d'une petite entreprise stimulera la demande de services publics et financiers, ainsi que de services de transport et d'assurance.

que les **retombées indirectes** reflètent la valeur ajoutée que les entreprises à l'origine des retombées directes engendrent, économiquement parlant, en demandant des intrants intermédiaires ou d'autres services de soutien. Par exemple, l'établissement d'une petite entreprise stimulera la demande de services publics et financiers, ainsi que de services de transport et d'assurance;

que l'on parle de **retombées dérivées** lorsque les employés des industries susmentionnées dépensent leurs gains et les propriétaires, leurs bénéficiaires. Ces achats se traduisent à leur tour par une augmentation de l'emploi, des salaires, des revenus et des recettes fiscales, et les effets se font sentir dans tout un éventail d'industries.

Donc, l'augmentation de la production dans certaines industries non seulement aura des retombées directes sur l'économie, mais se répercutera aussi dans toute l'économie grâce à une série d'effets multiplicateurs. Les retombées indirectes – qui se manifestent par une demande accrue – se font d'abord sentir dans les industries qui sont les fournisseurs directs. Viennent ensuite les retombées dérivées, qui ont une incidence (quoique généralement plus faible) sur tous les secteurs de l'économie et qui entraînent essentiellement une augmentation généralisée des dépenses de consommation. Pour calculer le multiplicateur économique global, on additionne toutes les retombées à valeur ajoutée (directes, indirectes et dérivées), divisées par les dépenses initiales en dollars constants engendrées par le service de prêt du Programme de développement des collectivités (voir l'encadré « Ventilation des retombées sur l'emploi : un exemple fictif »).

Il est important de noter que la valeur initiale en dollars constants des dépenses d'investissement n'entraîne pas nécessairement une augmentation équivalente du PIB réel. La raison en est que, selon notre hypothèse, le gros des dépenses va plutôt à l'achat de matériel et d'outillage, pour la plupart importés. Par ailleurs, même si la demande de matériel et d'outillage fabriqués en Ontario grossissait, les achats d'intrants intermédiaires supplémentaires qu'il faudrait faire pour produire ce matériel et cet outillage ne seraient pas forcément

faits auprès de fournisseurs ontariens. La dépendance de la chaîne d'approvisionnement à l'endroit des composantes importées détermine en fait l'ampleur des fuites et l'affaiblissement du multiplicateur économique global.

Le modèle prévisionnel du Conference Board pour la province appréhende la somme des retombées directes, indirectes et dérivées sur l'économie ontarienne, d'après ses liens estimatifs passés. Il comprend une modélisation détaillée des prix, des ménages et des entreprises, et donne les résultats des effets économiques sur un vaste éventail d'indicateurs économiques.

Ventilation des retombées sur l'emploi : un exemple fictif

L'exploitante d'un petit hôtel a de la difficulté à joindre les deux bouts. Elle emploie actuellement 30 personnes. L'hôtel datant déjà d'un certain nombre d'années, il a besoin d'être rénové. S'il devait fermer ses portes, 30 emplois disparaîtraient. L'hôtelière reçoit un prêt d'une société d'aide au développement des collectivités, prêt que lui avaient refusé d'autres institutions financières. Le prêt s'élève à 50 000 \$, mais elle parvient à réunir 100 000 \$ supplémentaires en puisant dans son propre capital et en s'adressant à une tierce partie. L'exploitante est donc en mesure d'investir 150 000 \$ dans la rénovation. Durant les travaux, qui s'étendent sur six mois, six emplois dans l'industrie de la construction sont créés. Une fois les rénovations terminées, les affaires reprennent et l'hôtel est plus rentable; l'hôtelière embauche cinq autres personnes pour répondre à la croissance de la demande.

Que fait ressortir l'analyse des retombées économiques dans cet exemple fictif?

Le nouvel investissement de 150 000 \$ fait augmenter la production et donne de l'emploi **direct** à l'équivalent de trois années-personnes dans l'industrie de la construction (six emplois à temps plein pendant six mois). La production liée à l'exploitation de l'hôtel reçoit aussi un coup de pouce (une fois les rénovations terminées), et cinq autres nouveaux emplois **directs** voient le jour. L'augmentation de la production en ce qui a trait à la construction et aux services hôteliers crée une demande **indirecte** auprès d'autres fournisseurs.

Cela a un effet multiplicateur sur l'économie et engendre la création de quelques autres emplois. Enfin, les salaires accrus découlant des nouveaux emplois sont dépensés, et les bénéfices supplémentaires peuvent être réinvestis. C'est ce qu'on appelle les retombées **dérivées**, lesquelles se répercuteront partout dans l'économie, stimuleront les dépenses des ménages et les investissements, et influenceront sur l'emploi dans un vaste éventail d'industries.

Les analyses des retombées économiques visent à faire ressortir ces effets directs, indirects et dérivés. Dans ce genre d'analyse, les estimations quant au nombre d'emplois créés sont très différentes, par définition, des données que recueille l'ASADCO à propos de l'incidence sur l'emploi des programmes de prêt de ses membres. L'ASADCO mesure l'incidence sur l'emploi à l'aide de deux indicateurs, le premier étant les « emplois créés ». Dans notre exemple, cet indicateur quantifie l'augmentation de l'emploi attribuable à l'intensification des activités d'exploitation de l'hôtel (les cinq emplois directs) après les rénovations. Le deuxième, les « emplois conservés », reflète la perte potentielle de 30 emplois si l'hôtel devait faire faillite et fermer ses portes. Les indicateurs de l'ASADCO ne quantifient pas les emplois créés dans l'industrie de la construction, ni ceux découlant des retombées indirectes et dérivées. Toutefois, ils tiennent compte des pertes d'emplois qu'aurait entraînées la faillite de l'entreprise, mesure qui n'est pas prise en compte dans l'analyse des retombées économiques.

Cet exemple n'est utilisé qu'à des fins indicatives. Le modèle économétrique provincial du Conference Board est beaucoup plus global. Il fait ressortir uniquement les retombées économiques générales que l'ensemble du service de prêt du Programme de développement des collectivités est susceptible d'avoir sur l'économie de l'Ontario.

Source : Le Conference Board du Canada.

Certains des éléments et hypothèses fondamentaux sur lesquels repose notre méthode méritent qu'on s'y attarde. Comme nous en avons discuté à la section 2, le choc inclut un profil des dépenses d'investissement équivalant au total des prêts directs et des fonds de contrepartie obtenus par l'intermédiaire du service de prêt du Programme de développement des collectivités. Le Conference Board a converti les données en dollars constants. Les dépenses d'investissement en dollars constants se

Les dépenses
d'investissement
ont fait grimper
le PIB réel de
l'Ontario de
250 M\$ en 2009.

montent à 1,06 G\$, répartis sur l'année civile, pour la période allant de 2009 à 2014. En comparaison, l'estimation en dollars courants des fonds de contrepartie obtenus durant la même période par le Programme atteint 1,13 G\$.

Le modèle prévisionnel du Conference Board pour la province n'inclut qu'une comptabilisation partielle des recettes publiques (dont les recettes fiscales directes et indirectes). En outre, les comptes de l'État repris dans les modèles national et régional du Conference Board proviennent des données des comptes nationaux et non des comptes publics. En principe, on peut supposer que l'effet d'une simulation serait semblable, qu'elle repose sur les comptes nationaux ou publics.

Pour finir, même si la simulation n'a qu'un effet réduit sur les coûts et les prix, ces variables réagissent à l'accroissement de l'activité économique et atténuent modestement les résultats des répercussions économiques. Les effets des prix sont trop faibles pour avoir une conséquence mesurable sur la politique monétaire ou la valeur de la devise.

Section 4 : Constatations

Le tableau 2 résume les constatations de l'analyse des répercussions économiques sur un certain nombre d'indicateurs clés de l'économie ontarienne. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les dépenses totales d'investissement générées chaque année sont la somme des prêts directs consentis par les SADC et des fonds de contrepartie obtenus sous la forme de capital investi ou de mises de fonds de la part de tiers.

D'après nos hypothèses, le service de prêt du Programme de développement des collectivités a donné lieu à des dépenses d'investissement réelles de 1,06 G\$ au total, au cours de la période de six ans allant de 2009 à 2014. Les simulations basées sur le modèle provincial montrent que ces dépenses d'investissement ont fait grimper le PIB réel de l'Ontario de 250 M\$ en 2009. L'augmentation des prêts directs et des fonds de contrepartie obtenus a contribué à une hausse des dépenses d'investissement et du PIB en 2010 et en 2011. Par la

suite, l'effet sur le PIB réel s'est atténué légèrement, mais celui-ci s'est maintenu au-dessus des niveaux de 2009. Globalement, le service de prêt du Programme de développement des collectivités a favorisé une augmentation cumulative estimée du PIB réel de 1,69 G\$ sur l'ensemble de la période examinée. En combinant les retombées directes, indirectes et dérivées, on obtient un multiplicateur économique global de 1,6. Cela signifie, tout simplement, que pour chaque dollar de contrepartie obtenu grâce au service de prêt du Programme de développement des collectivités pour financer des dépenses d'investissement réelles, le PIB réel grimpe de 1,60 \$. De plus, si l'on tient compte du fait que les prêts des SADC ne comptent que pour 35 % des dépenses d'investissement engendrées au total, le multiplicateur monte à 4,5. Autrement dit, pour chaque dollar prêté directement par une SADC, le PIB réel gagne 4,50 \$⁷.

7 Si l'on s'exprime en dollars constants, les dépenses d'investissement réelles découlant des prêts directs représentent 62,1 M\$ par année, tandis que les fonds de contrepartie obtenus sont à l'origine des 114,3 M\$ restants. Il ressort des simulations que l'élan donné aux dépenses d'investissement réelles aurait fait monter le PIB réel d'environ 282 M\$ par année de 2009 à 2014. Par conséquent, pour chaque dollar de prêt direct (ajusté selon l'inflation), environ 4,54 \$ s'ajoutent au PIB réel (282 \$ divisé par 62,1 \$). Le ratio des dépenses d'investissement totales par rapport au PIB réel est de 1,60 (282 \$ divisé par la somme de 62,1 et de 114,3 \$).

Tableau 2

Prêts des SADC – Retombées économiques en Ontario

(indicateurs économiques clés, Ontario; écart de niveau, sauf indication contraire)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total de la période
Dépenses d'investissement totales générées (M\$ courants)	191	218	208	161	178	174	1 131
Dépenses d'investissement totales générées (M\$ constants de 2007)	185	208	196	149	163	157	1 059
PIB réel aux prix du marché (M\$ constants de 2007)	250	312	322	264	274	271	1 692
PIB aux prix du marché (M\$ courants)	205	270	315	300	303	291	1 685
Indice des prix à la consommation (variation en pourcentage)	0,00	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	
Salaires et traitements hebdomadaires moyens pour l'ensemble des industries (variation en pourcentage)	0,00	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	
Revenu des particuliers (M\$ courants)	153	219	254	241	264	265	1 395
Revenu disponible des particuliers (M\$ courants)	116	165	191	181	199	200	1 053
Population en âge de travailler	35	103	180	245	307	370	1 240
Main d'œuvre	2 192	2 689	2 701	2 163	2 193	2 110	14 048
Emploi	3 492	4 286	4 339	3 493	3 560	3 442	22 612
Taux de chômage (écart de niveau entre les taux)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	
Ventes au détail (M\$ courants)	40	87	138	175	204	231	875
Mises en chantier de logements	15	45	79	105	129	157	531
Taxes indirectes totales (M\$ courants)	18	16	21	17	17	23	113
Recettes tirées de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers (M\$ courants)	17	24	28	26	29	29	154
Recettes tirées de l'impôt provincial sur le revenu des particuliers (M\$ courants)	9	13	15	14	15	15	81
Bénéfices des entreprises (M\$ courants)	52	51	62	60	39	26	289

Source : Le Conference Board du Canada.

Puisqu'il s'agit de prêts remboursables, la valeur du multiplicateur tend à indiquer que le rendement de l'investissement est élevé. Cela est dû, en partie, au fait que les efforts déployés dans le cadre du Programme pour

stimuler l'injection de fonds privés sont très fructueux. En comparaison, Finances Canada estime que les dépenses directes du gouvernement en infrastructure ont un multiplicateur d'environ 1,5 après un an⁸.

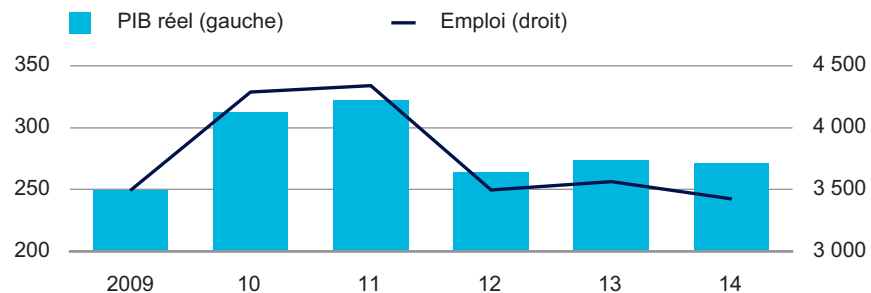
Comme nous l'avons mentionné plus tôt, l'ampleur des effets repose sur l'hypothèse que les dépenses d'investissement de 1,06 G\$ ne se feraient pas en l'absence du service de prêt du Programme de développement des collectivités. Dans ce contexte, il importe donc de voir dans les multiplicateurs économiques l'effet maximal que pourrait avoir le Programme sur l'économie de l'Ontario.

Comme le montre le tableau 2, le PIB nominal (ou en dollars courants) évolue de la même manière que le PIB réel. C'est que la simulation n'a qu'un effet modéré sur les prix. Cela dit, l'emploi aussi bondit, connaissant même un pic en 2011, avec la création de plus de 4 300 emplois. Au total, le Programme a entraîné la création de 22 612 années-personnes de travail⁹ (voir le graphique 3).

Graphique 3

Retombées économiques du Programme de développement des collectivités

(PIB en M\$ de 2007; emploi : nombre d'emplois)



Source : Le Conference Board du Canada.

8 Gouvernement du Canada, *Le budget de 2009*, Annexe 1, p. 268.

9 Une année-personne de travail correspond à une personne employée pour une année. Le modèle économétrique du Conference Board reflète un mélange d'emplois à temps plein et à temps partiel, avec une moyenne hebdomadaire d'environ 34 heures de travail.

L'élan donné à l'activité économique et à la création d'emplois a une légère incidence sur les prix et les salaires à l'échelle de la province, dont l'augmentation ne dépasse pas 0,03 et 0,02 % respectivement pendant la période de pointe de 2013-2014. La demande plus forte de main-d'œuvre encourage aussi une augmentation de l'immigration interprovinciale et de la population en âge de travailler, mais seulement par une fraction des nouveaux emplois créés (voir l'encadré « Survol des effets sur les marchés du travail »). En outre, un nombre plus grand de personnes choisissent de rejoindre les rangs de la main-d'œuvre, ce qui fait augmenter le taux de participation à la main-d'œuvre. Cela contribue à atténuer l'effet sur l'emploi en général, qui enregistre en moyenne une baisse d'un peu plus de 1 400 emplois annuellement (comme le montre le tableau 4).

Survol des effets sur les marchés du travail

Dans son modèle économique pour l'Ontario, le Conference Board procède à une modélisation complexe des marchés du travail. Lorsque la demande de travailleurs augmente, comme dans notre simulation, cette progression de l'emploi ne se traduit pas par une diminution équivalente du chômage. En fait, le modèle fait ressortir certains autres facteurs qui atténuent l'incidence de cette progression sur les chômeurs. Par exemple, à l'échelle régionale, la main-d'œuvre est mobile, si bien que lorsque l'emploi augmente en Ontario, la migration interprovinciale nette augmente aussi. De plus, à mesure que les perspectives d'emplois s'améliorent, le nombre de personnes qui se joignent à la population active s'accroît naturellement. Bien qu'on puisse l'observer chez tous les groupes d'âge, cette hausse du taux de participation est fréquente auprès des sujets d'âge inférieur qui, généralement, préfèrent trouver du travail au lieu de poursuivre leurs études lorsque les perspectives d'emploi deviennent plus favorables. Les résultats de la simulation semblent indiquer que le nombre d'emplois a augmenté de 3 769 en moyenne par année (de 2009 à 2014), tandis que le nombre de chômeurs n'a diminué que de 1 427 par année. Comme nous l'avons déjà évoqué, l'écart s'explique par le fait que les personnes à la recherche d'un emploi sont plus nombreuses. En moyenne, 2 341 personnes se joignent à la population active chaque année : cette augmentation est

Sur la période de 2009 à 2014, c'est une somme cumulative de 307 M\$ qui pourrait grossir les coffres du gouvernement fédéral.

attribuable essentiellement aux personnes qui ont décidé d'intégrer (ou de réintégrer) le marché du travail. Une très faible mesure (environ 207 personnes) est due à l'arrivée de migrants en provenance d'autres provinces. Étant donné ces changements dans la main-d'œuvre, l'effet sur le taux de chômage est lui aussi atténué. Dans l'ensemble, le taux de chômage recule d'environ 0,02 point de pourcentage durant la période 2009-2014. Cela dit, compte tenu des faibles sommes que représentent les prêts des SADC, il s'agit d'une incidence appréciable à l'échelle provinciale.

Source : Le Conference Board du Canada.

L'augmentation du revenu du travail et des bénéfices des entreprises entraînera également une hausse des recettes publiques fédérales et provinciales. En dollars courants, des prêts cumulatifs de 398 M\$ accordés par les SADC durant la période de 2009 à 2014 permettent aux gouvernements fédéral et provincial de toucher une somme cumulative de 281 M\$ en impôts sur le revenu des particuliers ainsi qu'en taxes indirectes. Les impôts sur les bénéfices des entreprises ne sont pas intégrés au modèle provincial du Conference Board, mais on peut supposer qu'ils constitueraient une source de revenus supplémentaires pour les deux ordres de gouvernement. De plus, le gouvernement fédéral profite de la réduction des paiements d'assurance-emploi et de l'augmentation des revenus d'assurance-emploi. Cette situation est attribuable à l'amélioration de l'emploi et à la diminution ultérieure du chômage. Globalement, le solde de l'assurance-emploi gagne 93 M\$ par effet cumulatif.

Sur la période de 2009 à 2014, c'est une somme cumulative de 307 M\$ qui pourrait grossir les coffres du gouvernement fédéral, abstraction faite de la hausse potentielle des recettes découlant des impôts sur les bénéfices des entreprises. En comparaison, il en a coûté à l'État fédéral 122 M\$ pour soutenir le Programme de développement des collectivités durant la même période.

Le tableau 3 expose de façon détaillée l'incidence sur le PIB réel, en termes de dépenses. L'effet direct de l'augmentation des dépenses d'investissement se reflète d'abord dans les dépenses des entreprises au titre des bâtiments et structures (construction non résidentielle), ainsi que dans l'investissement dans le matériel et l'outillage. Par ailleurs, les données sur les retombées économiques présentées dans ce tableau intègrent les effets indirects et dérivés résultant de la simulation. La teneur élevée en importations associée aux achats de matériel et d'outillage a pour effet d'intensifier les importations, fuite qui atténue l'incidence globale sur le PIB et compromet la balance commerciale proportionnellement au repli des exportations nettes. Cependant, à mesure que la capacité de production de l'économie s'accroît, les exportations augmentent de façon constante durant la période allant de 2009 à 2014. De plus, la création d'emplois et les revenus accrus contribuent à stimuler les dépenses de consommation, qui s'accroissent elles aussi durant la période examinée.

Tableau 3

Prêts des SADC – Retombées économiques en Ontario

(PIB réel en termes de dépenses, Ontario; écart de niveau en M\$ de 2007)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total de la période
Dépenses de consommation	106	151	179	161	147	124	868
Dépenses publiques en biens et services	0	0	0	0	0	0	1
Formation brute de capital fixe	184	240	258	231	246	243	1 402
Secteur public	0	0	0	0	0	0	0
Secteur privé	187	243	262	234	249	246	1 421
Construction résidentielle	1	2	6	10	13	16	46
Construction non résidentielle	69	79	76	60	64	60	407
Matériel et outillage	127	175	194	175	183	180	1 035
Demande finale intérieure	285	385	430	386	387	362	2 236
Exportations	36	80	95	85	86	106	488
Importations	87	175	231	232	224	217	1 167
Exportations nettes	-51	-95	-136	-147	-138	-112	-679
Produit intérieur brut aux prix du marché	250	312	322	264	274	271	1 692

Source : Le Conference Board du Canada.

Le tableau 4 ventile les résultats relatifs à l'incidence sur le PIB réel et l'emploi selon l'industrie. Le modèle du Conference Board pour l'Ontario intègre des estimations récentes (2011) de Statistique Canada sur la structure industrielle de l'économie ontarienne. Bien que l'incidence sur les secteurs de la fabrication et de la construction soit considérable, les gains en matière de production et d'emploi se font surtout sentir dans les secteurs des services. Au total, environ les deux tiers des emplois créés le sont dans les industries axées sur les services.

Tableau 4

Prêts des SADC – Retombées économiques en Ontario

(PIB réel selon l'industrie, écart de niveau en M\$ de 2007; emploi, écart de niveau)

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total de la période
PIB réel aux prix de base (M\$ de 2007)	256	318	326	263	274	272	1 710
Agriculture	16	18	17	13	14	14	94
Pêche et piégeage	0	0	0	0	0	0	0
Foresterie	4	5	4	3	4	4	24
Mines	8	7	5	2	4	5	31
Fabrication	58	69	67	53	61	71	379
Construction	18	22	23	21	22	22	128
Services publics	5	6	6	5	5	5	31
Transport, entreposage et communication	16	20	20	16	16	16	104
Vente de gros et de détail	57	69	71	60	65	66	388
Finances, assurance et immobilier	40	56	62	50	44	34	285
Services communautaires, aux entreprises et personnels	35	47	50	41	39	35	246
Administration publique et défense	0	0	0	0	0	0	0
Emploi total	3 491	4 286	4 339	3 493	3 560	3 442	22 612
Secteur primaire	447	461	396	272	308	304	2 189
Fabrication	616	717	686	533	596	667	3 814
Construction	295	357	373	336	361	356	2 078
Services	2 134	2 751	2 884	2 352	2 295	2 116	14 532
Administration publique et défense	0	0	0	0	0	0	0
Chômage	-1 299	-1 597	-1 638	-1 330	-1 367	-1 331	-8 563

Source : Le Conference Board du Canada.

Section 5 : Conclusion

Les conséquences de la récession de 2008-2009 et de la crise financière ont montré à quel point l'accès au crédit est important pour la santé de l'économie mondiale. La présente note de recherche en fait la démonstration dans un contexte circonscrit à l'échelle locale, par l'examen de l'incidence économique qu'a eue le service de prêt du Programme de développement des collectivités sur l'économie de l'Ontario ces six dernières années. Nous constatons que ce programme visant à assouplir les conditions du crédit pour les petites et moyennes entreprises des collectivités rurales a un important pouvoir de stimulation économique. Ses retombées économiques sont multipliées par le fait que le Programme réussit très bien à aller chercher des fonds de contrepartie supplémentaires sous la forme de capital investi et de mises de fonds de la part de tiers. Si l'on en croit les résultats des simulations basées sur notre modèle de l'économie ontarienne, chaque dollar (ajusté selon l'inflation) prêté directement par les SADC de l'Ontario peut faire grimper le PIB réel de 4,50 \$.

Entre 2009 et 2014, le Programme a accordé 398 M\$ de prêts directs, mais il a permis de mobiliser en contrepartie 1,13 G\$ au total pour constituer ce que nous considérons comme étant de nouveaux fonds affectés aux dépenses d'investissement. Nous estimons que ces nouvelles dépenses d'investissement ont ajouté approximativement 1,69 G\$ au PIB réel et mené à la création d'un peu plus de 22 600 années-personnes de travail, soit 3 370 emplois en moyenne chaque année. L'incidence du programme de prêt sur l'activité économique a atteint un pic en 2010 et en 2011, lorsque le gouvernement fédéral a mis en œuvre un plan de stimulation pour le Programme de développement des collectivités dans la foulée de la crise financière mondiale. L'un des principaux volets de ce plan introduit pour aider les entreprises ontariennes à surmonter leurs difficultés a consisté à faire passer temporairement la limite d'emprunt auprès des Sociétés d'aide au développement des collectivités – normalement de 150 000 \$ – à 250 000 \$. La création d'emplois annuelle a connu un pic en 2010 et en 2011, quand environ 3 300 personnes de plus ont été employées

grâce au Programme durant ces deux années. De 2012 à 2014, le Programme de développement des collectivités a continué de soutenir la création de quelque 2 500 emplois dans les collectivités ontariennes.

L'élan à l'activité économique a eu pour effet d'accroître les revenus du travail, les dépenses de consommation et les profits des entreprises, tous d'importantes sources de recettes, au fédéral comme au provincial. Pendant la période de six ans examinée, les gouvernements fédéral et provincial ont touché une somme cumulative de 281 M\$ en impôts sur le revenu des particuliers ainsi qu'en taxes indirectes supplémentaires. Les impôts sur le revenu des sociétés ne sont pas intégrés au modèle économétrique provincial établi par le Conference Board, mais ils entraîneraient vraisemblablement des recettes supplémentaires au profit des deux ordres de gouvernement.

Dites-nous ce que vous en pensez — évaluez cette publication.

www.conferenceboard.ca/e-Library/abstract.aspx?did=7425

Remerciements

La présente recherche a été entreprise par le Conference Board du Canada pour l'Association des Sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario (ASADCO). Conformément aux lignes directrices qu'il a établies pour les études financées, le Conference Board en a déterminé la structure, la méthode de recherche ainsi que le contenu. La recherche a été menée par Pedro Antunes, directeur général et économiste en chef adjoint, Prévisions et analyses, au Conference Board.

Le présent rapport constitue une mise à jour du rapport de recherche du Conference Board publié en juin 2010 sous le titre *Évaluer les retombées du Programme de prêt des SADC : Analyse des retombées économiques du Programme de prêt des sociétés d'aide au développement des collectivités de l'Ontario*.

Le Conference Board du Canada

Le Conference Board du Canada est l'organisme de recherche appliquée indépendant et sans but lucratif le plus en vue du Canada. Il se donne pour mission de développer le leadership dans le but de contribuer à l'avancement du Canada en aidant, par ses observations, à mieux comprendre les tendances économiques, les grands dossiers d'intérêt public et la performance des organisations. La Division des analyses et prévisions économiques du Conference Board emploie plus de 40 économistes professionnels, qui conjuguent leurs connaissances de divers secteurs et régions pour produire leurs prévisions. L'équipe affectée aux prévisions construit et met à jour des modèles économétriques des économies nationale et régionales, en plus d'administrer une base de données trimestrielle exhaustive et unique en son genre sur les économies provinciales du Canada. Fondé en 1954, le Conference Board du Canada est affilié au Conference Board, Inc., aux États-Unis, qui dessert quelque 2 000 entreprises dans 60 pays.

ANNEXE A

Bibliographie

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario). Séance d'information sur la transformation du Programme de développement des collectivités, 2012.

www.feddevontario.gc.ca/eic/site/723.nsf/fra/02069.html

(consulté le 30 juillet 2015).

Gouvernement du Canada. *Le budget de 2009 — Le Plan d'action économique du Canada*, janvier 2009. www.budget.gc.ca/2009/pdf/budget-planbugetaire-fra.pdf

(consulté le 25 août 2015).

Réseau de développement des collectivités du Canada. *Rapport CFNC/CBDC*, mai 2015. www.oacfdc.com/fr/reseau-de-developpement-des-collectivites-du-canada/1071-cfnc-rapport-annuel/4894-2015-rapport-annuel

(consulté le 30 juillet 2015).

La meilleure manière de prendre des décisions éclairées.

Vous avez besoin, dans le cadre de votre organisation, votre programme ou votre projet, d'une expertise dans les domaines de l'économie, du rendement organisationnel ou des politiques publiques? Faites appel à nous. Le Conference Board du Canada possède le savoir-faire et les connaissances qu'il vous faut pour prendre de meilleures décisions.

Services

Réseaux de cadres

Échangez des idées sur des enjeux stratégiques et nouez de nouvelles relations.

Bibliothèque virtuelle

Accédez à des analyses approfondies sur de multiples sujets, au moment où vous en avez le plus besoin.

L'Institut Niagara

Formez les dirigeants de demain en profitant de nos programmes de perfectionnement interactifs et mobilisateurs.

The Directors College

Découvrez l'illustre programme canadien de formation des administrateurs reconnu par les universités.

Recherches sur mesure

Profitez de nos compétences en recherche afin de répondre aux questions qui vous intéressent tout particulièrement.

Solutions sur mesure

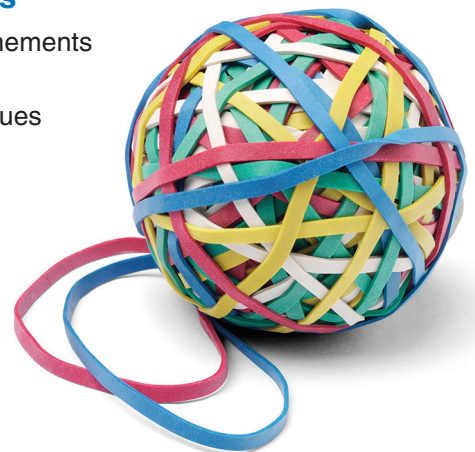
Aidez votre organisation à relever ses défis et à améliorer son rendement.

Banque de données virtuelle

Suivez de près les grandes tendances économiques.

Conférences, séminaires, webinaires et ateliers

Inspirez-vous des enseignements d'experts de l'industrie et d'organisations aux pratiques exemplaires.



Le Conference Board
du Canada

The Conference Board
of Canada

conferenceboard.ca



Le Conference Board du Canada

Ce que nous sommes :

- l'organisme de recherche appliquée indépendant et sans but lucratif le plus en vue du Canada;
- un organisme objectif et non partisan, qui ne défend pas d'intérêts particuliers;
- un organisme qui s'autofinance en vendant ses services aux secteurs public et privé;
- des experts de l'organisation de conférences, mais aussi des spécialistes reconnus pour la qualité de nos recherches, de nos publications et de nos méthodes de diffusion;
- un pôle d'attraction qui facilite le réseautage parmi les gens d'affaires et nos autres clients du secteur public et d'ailleurs, et qui soutient le perfectionnement des compétences en leadership et le renforcement des capacités organisationnelles;
- des spécialistes des analyses et prévisions économiques ainsi que du rendement organisationnel et de la politique gouvernementale;
- un organisme entièrement privé, mais souvent engagé pour offrir ses services aux différents ordres de gouvernement;
- un organisme affilié, bien qu'indépendant, au Conference Board établi aux États-Unis, qui dessert près de 2 000 entreprises réparties dans 60 pays et possède des bureaux à Bruxelles et à Hong Kong.

Crédibilité. Pertinence. Leadership.

En avoir plus pour son argent : L'incidence des prêts des SADC sur l'économie de l'Ontario

Pedro Antunes

Pour citer cette note d'information : Antunes, Pedro. *En avoir plus pour son argent : L'incidence des prêts des SADC sur l'économie de l'Ontario*, Ottawa, Le Conference Board du Canada, 2015.

©2015 Le Conference Board du Canada*

Publié au Canada | Tous droits réservés | Entente n° 40063028 | *Constitué sous la raison sociale d'AERIC Inc.

Ce document est disponible sur demande dans un format accessible aux personnes ayant une déficience visuelle.

Agent d'accessibilité, Le Conference Board du Canada

Tél. : 613-526-3280 ou 1-866-711-2262 Courriel : accessibility@conferenceboard.ca

MD Le Conference Board du Canada et le logo de la torche sont des marques déposées du Conference Board, Inc. Nos prévisions et travaux de recherche reposent souvent sur de nombreuses hypothèses et différentes sources de données. Ils présentent donc des risques et des incertitudes inhérents à ce genre de travail et ne doivent pas être perçus comme des sources de conseils spécifiques en matière de placements, de comptabilité, de droit ou de fiscalité. Les résultats et les conclusions présentés dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement les vues des évaluateurs externes, des conseillers ou des investisseurs. Toute erreur ou omission de faits ou d'interprétation, le cas échéant, relève entièrement de la responsabilité du Conference Board du Canada.



Le Conference Board
du Canada

255, chemin Smyth, Ottawa (Ontario)

K1H 8M7 Canada

Tél. 613-526-3280

Télec. 613-526-4857

Ligne info 1-866-711-2262

conferenceboard.ca



PUBLICATION 7425

PRIX : Gratuit